

TOULON

PROJET DE DISCOURS DE Pierre MAUROY
samedi 9 avril 1988

Permettez-moi pour commencer de vous dire le plaisir que j'ai à être parmi vous ce soir.

A Toulon, ce n'est jamais un meeting comme les autres.

A Toulon, la chaleur, l'enthousiasme, la conviction, l'amitié marquent chacune des rencontres de la campagne électorale.

Mais je n'aurais garde d'oublier que Toulon connaît sa part de drame industriel.

Je sais combien vous avez été choqués par la manière dont le sinistre du chantier de la Seyne a été traité par un gouvernement plus attentif aux sirènes des chefs d'entreprises qu'à l'évolution de la condition des travailleurs.

Je reviendrai tout-à-l'heure sur les problèmes de la prise en compte des grandes conversions industrielles qui doit se faire bien autrement que ceux que vous avez connu ici.

Mais comment aurai-je pu commencer autrement qu'en saluant ici à Toulon le juste combat de ceux qui depuis des années luttent pour conserver un emploi.

Quand le ministre de l'industrie déclare, comme il l'a fait cette semaine : jamais notre industrie ne s'est si bien portée; je lui demande de prendre conscience de ce qui se passe dans nos régions, qu'il s'agisse de la Lorraine, du Nord et de ce qui se passe ici dans le Var.

Nous voici ce soir à 15 jours du premier tour du scrutin.

Ce moment ne revêtirait pas de grande symbolique, si chaque jour davantage le feu ne se concentrait sur la campagne de François MITTERRAND, le tir ne s'ajustait contre son projet, les grognes,

les récriminations, les rancœurs, les exaspérations de quelques hommes de droite, et tout particulièrement de l'un d'entre eux, ne s'incrustaient dans la réalité de cette campagne électorale.

Oui, nous voici au centre de la campagne.

Mais quel chemin parcouru ! hier, ils nous disaient : vous êtes orphelins de candidat.

Mais François MITTERRAND s'est déclaré, et avec quelle autorité !

Hier, ils nous disaient : Vous n'avez pas de projet

Mais François MITTERRAND vient de s'adresser solennellement aux Français en un message qui montre qu'il veut et qu'il sait traiter nos concitoyens en adultes, qu'il veut et qu'il sait mesurer les événements à l'aune des possibilités de la France, qu'il veut et qu'il sait tracer les perspectives de l'avenir.

Alors aujourd'hui, dans une cacophonie rarement atteinte, ils disent tout à la fois : vous êtes trop socialistes, mais vous n'êtes pas socialistes; vous n'avez pas de projet, mais votre projet est flou; vous voulez trop réformer, mais vous êtes conservateur.

Comprenne qui pourra. Comme s'il ne suffisait pas que la campagne soit vindicative, dure et parfois à la limite de la diffamation, voici que les principaux protagonistes de la droite ne parviennent même plus à coordonner leurs propres argumentations.

Ne vous y trompez pas, ce tintamarre ira jusqu'au bout de la campagne. Et il ira croissant. Car il est, je l'affirme, à la mesure du vide des idées de ceux qui l'organisent.

Je ne vais pas les citer tout de suite, mais je crois que vous reconnaîtrez, sans peine, les vedettes de ce qui tend à devenir un théâtre d'ombres ou une sorte de bébé-show.

A l'un, on pourrait dire : Il ne suffit pas d'affirmer pendant des années que l'on a raison. Il faut d'abord en convaincre ses propres amis et leur ôter l'envie de préférer l'avenir au présent.

Et puisque je suis ici dans une ville qui n'est pas très éloignée de FREJUS, comment

-3-

pourrais-je ne pas relever que la mine crispée de François LEOTARD, lors de "l'heure de vérité" du candidat qu'il soutient officiellement, laisse augurer une stratégie qui n'est pas tout à fait celle de la victoire.

Je ne suis pas certain que LEOTARD prépare le premier tour. Je ne suis pas certain qu'il prépare le deuxième tour. Je crois, comme vous, qu'il prépare le sauvetage de la droite, après le 8 mai.

Il fallait aussi en convaincre des partenaires et les dissuader de révéler l'organisation, dès avant le premier tour, d'une grande confédération des droites leur permettant de reprendre souffle au lendemain de l'échec.

A l'autre, plus agité, donc plus insaisissable, je dirai que l'incohérence, la contradiction, les démentis ne lui tiennent pas plus lieu d'alibi aujourd'hui, qu'hier la manipulation des affaires et le truquage des chiffres.

Monsieur BARRE a appris à ses dépens que CHIRAC était un adversaire dangereux dans ses tirs en piqués. Dangereux parce qu'il abandonne sans cesse ses positions initiales.

Dangereux parce qu'il n'est jamais là où on le suppose. Il est inattaquable dans ses propos, car il a toujours en réserve, une déclaration qui contredit la précédente.

A Marseille, il a bien dit, malgré ses démentis: le racisme je le comprends. Mais à la Réunion d'où je reviens, il s'en offusque. Sans cesse et toujours, l'idée pour lui compte moins que la circonstance. Je ne crois pas que ce soit ainsi que l'on puisse présider à la destinée de la France.

Il y a quelques semaines, il se contentait de faire démentir ses déclarations par les journalistes ou quelques personnalités extérieures quand ce n'était pas ses propres ministres qui étaient obligés de rectifier ses propos. On l'a vu avec le salaire de la mère au foyer.

Il assume aujourd'hui, et avec quelle magnifique véhémence, la charge de se démentir lui-même, de déclaration en déclaration et de soirée en soirée.

Ce "pluralisme" est louable, même s'il est malaisé. Mais il expose la France à des réveils brutaux. L'addition des promesses ne fait pas une

politique. Les romains déjà avaient donné le terme mordant de démagogie à ce déchaînement de facilités.

Ils savaient déjà que de telles méthodes ne peuvent conduire qu'à l'exaspération des revendications.

C'est bien cela qui me préoccupe dans cette campagne électorale: L'utilisation systématique par une partie de la droite, de la division, du corporatisme et des intérêts. Il n'est pas jusqu'à ces sondages, trop ciblés pour être parfaitement innocents, qui ne m'intriguent.

Le vote rapatriés ? Mais, c'est majoritairement CHIRAC.

Le vote des actionnaires ? Mais, c'est majoritairement CHIRAC.

Le vote des élites ? Mais, c'est majoritairement CHIRAC.

Tout cela c'est beaucoup et c'est même trop. A écouter cette campagne, j'ai, comme vous, l'impression persistante que l'argent vient en renfort d'une argumentation défaillante.

Comme vous, j'ai constaté qu'ils ont plus d'affiches que d'idées. La polychromie masque le vide. L'argent, une fois encore, est le passeport du goût du pouvoir, pouvoir sans projet, pouvoir pour le pouvoir.

Un peu trop d'argent, beaucoup plus que nécessaire à l'expression de la démocratie, beaucoup plus que tous les autres, et cela déséquilibre fatalement la démocratie.

Un peu trop d'argent, beaucoup plus que raisonnable, quand on feint de s'offusquer de la grande pauvreté.

C'est cette obsession du pouvoir, à n'importe quel prix, qui les rend dangereux. Une fraction d'entre eux ne supporte même pas ce partage du pouvoir qui est le lot de toute démocratie.

J'ai gardé le souvenir de ces premiers mois de mon gouvernement en 1981, de leurs propos, de leur mépris de l'alternance. Nous étions à leurs yeux, que des occupants sans titre. Et cela parce que depuis des décennies le pouvoir de l'argent et le pouvoir politique se confondaient trop souvent.

C'est cela qui peut les conduire à ce qui, à mes yeux est un crime. Pour conserver le pouvoir, ils légitiment le front national. Ils le font déjà dans quelques régions dont celle-ci. Ils le feraient demain au gouvernement.

Quand CHIRAC, dans un lapsus révélateur, dit qu'en 1986 il a été élu par 54% des Français, il se trompe sur les motivations réelles des électeurs, mais il dit vrai, quant à sa véritable conception de la majorité.

L'élection de François MITTERRAND est aujourd'hui, compte-tenu du rapport des forces à droite, la meilleure façon d'écarter le front national, de l'exercice du pouvoir.

Aller plus loin avec Jacques CHIRAC disent les affiches. Mais aller plus loin avec CHIRAC, ce serait aller trop loin. Ce serait confier le destin de la France à un pouvoir qui a révélé en décembre 1986 une tentation autoritaire que nous pensions depuis longtemps effacée de la société politique française.

Comment ne pas penser que s'était décidée, à ce moment fort du mouvement étudiant, une stratégie de confrontation qui en chauffant à blanc les esprits, devait autoriser la permanence au pouvoir de la droite, sur un schéma que d'irresponsables apprentis sorciers souhaitaient démarquer de mai 1968.

Pour toutes ces raisons, vous comprendrez que ce premier tour de l'élection présidentielle doit déjà être celui du rassemblement autour du projet présenté par François MITTERRAND.

De cette mobilisation du 24 avril, dépendent la dynamique et l'élan du deuxième tour. Chacun ici comprend que les enjeux de la période qui s'ouvre imposent ce large rassemblement.

L'histoire n'est pas toujours au rendez-vous du calendrier électoral, mais cette fois, j'ai la conviction que les choix de l'élection présidentielle sont des choix majeurs pour l'avenir.

Il en va d'une certaine conception de la paix et du désarmement, conception que le Président de la République s'est attaché à expliciter dans sa lettre. Et je suis surpris que face à une telle vision prospective le Premier ministre-candidat, n'ait pu opposer, lors de son passage à l'"heure de vérité", que quelques mesquineries et infondées de surcroît. Ceci dénote une absence de vision

internationale que chacun appréciera.

Il en va aussi des choix pour notre pays.

Quel est le débat ? la droite voudrait faire croire que le destin de notre pays sera plus assuré par le jeu de mécanismes aveugles que par la volonté de construire l'avenir.

Pour les libéraux, le mieux à faire est de ne rien faire.

On ne faisant rien, les choses se feraient toutes seules.

En se faisant toutes seules, elles se feraient mieux qu'en les organisant.

Mais, mesdames, messieurs, c'est donner la préférence au séisme sur l'architecture. Quelle naïveté. Regardez autour de nous comment s'organise toute vie. Est-ce le destin de l'homme que d'assister passivement à l'affrontement de toutes les forces en croyant qu'il n'en sortira que du bon.

Le libéralisme n'est qu'un mot trompeur qui masque une réalité désastreuse.

Ai-je besoin d'insister sur les méfaits de ce libéralisme ? Ce libéralisme est un produit d'importation venu tout droit d'outre-Manche et d'outre-Atlantique.

Depuis 10 ans pourtant, les relations économiques internationales ont beaucoup souffert du réveil de ces idées ultra-libérales. Que d'erreurs n'a-t-on pas commises en son nom.

A l'échelle du monde, c'est au nom des idées libérales que les Etats-Unis ont diminué leur aide au Tiers-Monde et leur participation à la banque mondiale.

Toujours au nom du libéralisme, ils ont laissé flotté le dollar.

Toujours au nom du libéralisme, la Grande-Bretagne conteste la politique agricole commune et le soutien aux régions européennes les plus défavorisées.

Ce libéralisme là ne cesse d'ouvrir des brèches dans lesquelles s'engouffrent les nationalismes les plus éculés. C'est la loi du plus puissant qui domine les rapports internationaux.

Ce libéralisme-là a aggravé la crise. Le système monétaire international est à reconstruire. Le régime des changes flottants gère les échanges commerciaux. Il nourrit les tentations protectionnistes. Les pays du tiers-monde n'ont jamais été aussi désemparés. Et la misère des plus démunis risque de provoquer la faillite des nantis.

Ce libéralisme là se nourrit de déséquilibres. La première puissance économique du monde est aussi le premier débiteur mondial. Le Japon est devenu un créancier exigeant et un concurrent redoutable. Il est urgent que le monde industrialisé retrouve le sens de la coopération internationale, le sens des solidarités. Et en cela le libéralisme reste impuissant.

Bref, le libéralisme dogmatique doit reculer pour céder sa place à une conception ouverte et solidaire des relations internationales.

Depuis la crise financière de l'automne dernier - quel aveux d'échec pour le libéralisme - les vieilles idées battent en retraite, les idées avancées gagnent du terrain. Et une telle évolution est indispensable pour permettre au monde d'entrer dans une nouvelle ère de croissance et de progrès.

L'échec de ce libéralisme, de cette très vieille idée mise en échec par les réalités, est patent en France même.

Les vestiges de la deuxième révolution industrielle, celle du charbon et de l'acier, celle des grandes concentrations ouvrières, celle du socialisme du XIXème siècle sont en train de s'effacer sous nos yeux.

A partir de 1981, le gouvernement de la gauche que je dirigeais a la lourde charge de traiter les problèmes de reconversion de régions ou de bassins d'emplois. Mais nous avons toujours recherché la solution socialement la plus juste, sachant leur dire parfois que le moment était venu de fournir aux hommes et aux femmes de ces régions des activités entièrement nouvelles et donc d'abandonner progressivement les activités anciennes.

Nous n'avons pas hésité à affronter ces problèmes douloureux. Lorsque je me rendais dans ces régions, comme Premier ministre, je ne pouvais m'empêcher de songer à tout ce temps gaspillé par nos prédécesseurs, aux dégâts causés par cette fameuse règle du "laissez-faire" devant laquelle se prosternent nos vestales du libéralisme économique,

les Balladur, Léotard et les autres!

En matière industrielle, le libéralisme de la droite française est une couverture commode pour les renoncements d'un certain patronat; non pas de tout le patronat, mais de celui qui, au long de notre histoire récente, a toujours préféré le mauvais risque du placement financier au bon risque de l'investissement industriel; la quiétude malsaine des marchés protégés à la recherche exaltante des marchés extérieurs; l'exploitation d'une main d'oeuvre mal payée à la mobilisation de salariés qui apportent à l'entreprise autant que l'entreprise leur apporte.

* * *

Face à ce libéralisme confronté à la sanction des faits, la France attend de nous une claire affirmation de nos idées.

Le socialisme est né de la révolte et de la raison. Nous refusons un système qui s'appuie sur l'injustice et l'inégalité. Mais nous refusons aussi un système qui ne correspond plus à ce que nous pouvons attendre de l'efficacité économique.

On est frappés à écouter les arguments de cette campagne de constater que la droite n'est même plus à l'aise sur son terrain privilégié qui était celui de l'efficacité économique.

Je ne veux pas reprendre ici ce long débat que nous avons eu sur les bilans, lors de la pré-campagne, je me limiterai à constater que là où ils n'ont pas fait moins bien, comme en matière de désinflation, ils n'ont pas fait mieux. C'est vrai en matière de création d'emploi, de commerce extérieur...

Leurs idées sont creuses. Qu'est-ce que le recul de l'Etat? si ce n'est un amoindrissement de nos forces dans un pays qui, historiquement, s'est toujours appuyé économiquement, sur un Etat fort.

Est-ce que les japonais se posent le problème du recul de l'Etat? Non, ils ont organisé, et depuis longtemps, la synergie entre l'Etat et les grands groupes industriels. Et je dois souligner que, quand la droite parle du plan, avec les restrictions qu'on lui connaît, ils feraient bien de regarder de près avec quelle audace les japonais ont planifié la remarquable percée industrielle qui leur

permet aujourd'hui d'être la première puissance exportatrice du monde. Je suis heureux que le Président de la République, ait repris ce thème du plan comme forme noble d'organisation de notre avenir, s'appuyant sur une concertation de l'ensemble des partenaires.

Qu'est-ce que leur efficacité économique fondée sur des mécanismes aveugles, qu'est-ce que ce débat sur les charges de l'entreprise.

Il ne suffit pas de dire :

"Chefs d'entreprise ! si vous perdez du terrain par rapport à vos concurrents étrangers, ce n'est pas vous qui êtes responsables, c'est la faute des charges excessives que vous supportez."

Depuis 1986, le gouvernement de M. CHIRAC, au lieu de s'adresser aux vrais chefs d'entreprise et de leur apporter le concours de la puissance publique, a tenu un discours partisan. En désignant le droit au travail, les syndicats ouvriers, la sécurité sociale, comme la cause de nos difficultés, il visait en fait la gauche !

Mais la gauche peut lui répondre : nous avons, quant à nous, un trop grand respect de la fonction du chef d'entreprise pour tolérer que l'on désigne de cette façon des boucs émissaires.

Dans une économie comme la nôtre, l'entreprise doit compter sur une stabilité des règles sociales et fiscales, elle doit fonctionner et prospérer sans contraintes inutiles, mais en retour chacun sait bien qu'il n'est pas de développement économique possible pour l'entreprise en dehors d'un ensemble de règles fondées sur la formation des hommes, le juste partage des gains de productivité et le dialogue social.

Vis-à-vis des entreprises, l'Etat sert de vigile pour le long terme, car l'horizon est trop limité.

Par son action internationale, il défend les intérêts de l'industrie française en Europe et dans le Monde. Le septennat de François MITTERRAND qui s'achève restera marqué à tout jamais par une avancée sans précédent de la construction européenne et un effort inlassable en faveur du dialogue Nord-Sud et de la coopération internationale.

Il doit enfin soutenir à bon escient les industriels qui occupent les avant-postes de la compétition internationale. Il peut le faire en

engageant un programme d'investissements publics en prenant à sa charge une partie des coûts de la modernisation, en instituant un système d'aides fiscales à l'investissement. A chaque fois, il agit - nous agirons - en pensant aux intérêts communs des entreprises et de leurs salariés. Il ne saurait plus être question du "chacun pour soi" libéral. Il peut retrouver une vision globale de notre économie, une vision qui se projette dans l'avenir au lieu de se réfugier dans les vieilles recettes du libéralisme le plus archaïque.

Notre projet veut réagir contre cette situation. La droite dit que notre projet est flou. Il ne l'est pas - et les Français l'ont bien ressenti ainsi - mais le leur est aveugle. Ils attendent l'ordre du désordre des événements.

En photographie, le flou, c'est quand on bouge et alors nous n'avons pas de leçon à recevoir du spécialiste de la virevolte qu'est CHIRAC.

C'est aussi quand on a mal réglé la profondeur de champ et là encore nous n'avons pas de leçon à recevoir de ceux qui n'agissent qu'à court terme.

Notre projet exprime une volonté de maîtrise sur le destin contre le caprice des hasards.

Nous l'avons exprimé de longue date et le Président de la République en a repris les axes les plus essentiels.

Ce projet gêne la droite. Elle ne sait pas comment le qualifier car il est tout à la fois un projet de modernisation et un projet de rassemblement.

Alors, tous les coups sont bons. Je veux dénoncer ici parce que cela me paraît une des stratégies malignes de la campagne, cette méthode qui consiste à reprendre les mots en leur attribuant une politique très différente de celle que nous souhaitons.

Ainsi en va-t-il pour le revenu minimum d'insertion. C'est un domaine sur lequel nous devons être clairs. Aucun des candidats de la droite ne souhaite instituer de minimum social quel qu'il soit.

En février 1988 Raymond BARRE déclarait : "il ne faut pas donner le fameux revenu minimum garanti qui serait une rigidité pour l'économie

française."

En janvier 1988 BALLADUR déclarait : "nous ne pouvons pas, à mon avis aller dans un système qui consisterait à donner un revenu obligatoire minimum à toute la population, ce serait une erreur sociale".

"Rigidité pour l'économie", "erreur sociale", je vous demande de retenir ces termes.

Maintenant, le candidat CHIRAC inverse son discours. Non seulement il déclare vouloir instituer un revenu minimum, mais il accuse les socialistes de se limiter à de l'assistance, alors que lui, voudrait faire de l'insertion.

La campagne de CHIRAC, c'est j'accroche les projets, je racole les électorats et je caracole en tête de la droite.

La vérité c'est que les socialistes sont les seuls à proposer qu'à compter de la mi 88 aucune Française, aucun Français ne puisse vivre avec moins de 2.000 F. par mois. Aucun couple avec moins de 3.500 F.

Ceci se fera en étroite liaison avec les collectivités locales et dans le cadre d'un dialogue, mettant en présence toutes les parties à cet important dossier : les élus, les fonctionnaires, les animateurs sociaux, les entreprises...

Ce revenu minimum coutera plus de 10 milliards. Il bénéficiera à 70.000 personnes au moins. Nous le financerons aux deux tiers par le rétablissement d'un impôt sur les très grandes fortunes, qui, n'en déplaise à la droite, existe partout en Europe.

La droite cherche à faire croire à l'opinion que son projet et le projet socialiste, ce serait du pareil au même. Eh bien non, y compris sur un domaine comme l'emploi. Certes, il serait dangereux de vouloir faire naître des illusions. Mais nous voulons marquer nos différences à l'égard de ce terrible drame du chômage.

Faut-il souligner que c'est nous qui avons mis en route le traitement social. Faut-il souligner que nous avons été contre la suppression de l'autorisation administrative de licenciement dont le seul effet a été de susciter une nouvelle dynamique de chômage.

Nous n'avons pas de recette miracle. Mais je veux ici affirmer, avec force, qu'il n'y a pas d'autre voie possible si l'on regarde l'évolution de la productivité à moyen terme que d'établir un nouveau partage du travail.

Oui, l'aménagement réduction du temps de travail, dans le sens d'une meilleure utilisation des équipements, ainsi que nous l'avions amorcé, reste la seule voie pour assurer un meilleur emploi.

Même la direction du CNPF avait, il y a quelques mois, présenté un projet en ce sens. Celui-ci a été désavoué par sa base. Il est dommage que la France ne s'engage pas plus vite et plus fortement dans le sens de ce partage de travail, alors que la métallurgie allemande vient de nous montrer la voie.

Prenons garde que la France ne manque pas le grand rendez-vous social qui est en fait la clé de la compétitivité pour la fin du siècle.

L'ensemble de nos mesures constitue d'ailleurs ce socle social qui est le préalable indispensable à l'entrée dans le grand marché européen des années 1992.

Quelles sont les conditions pour préparer cette grande échéance ? La première condition, c'est une forte adhésion à ce projet. Bref une France unie, prête à affronter l'avenir.

Cela suppose d'enrichir et de favoriser le dialogue social. Depuis 1986, la société française s'est figée. L'intolérance se substitue trop souvent au dialogue.

Quand la droite gouverne par les antagonismes et l'affrontement, nous nous voulons rechercher la complémentarité et les synergies.

Qui ne constate aujourd'hui l'affaiblissement de la négociation collective ?

Affaiblissement en matière de **fonction publique** : depuis deux ans, ni la politique salariale, ni la modernisation, ni la formation n'ont fait l'objet de concertation.

Affaiblissement aussi du dialogue social dans l'entreprise.

Les lois Auroux souhaitaient instituer une forme de citoyenneté nouvelle au sein du monde du travail.

Elles ont favorisé l'expression au service de l'innovation, le dialogue social au service du progrès économique.

Elles constituent un projet majeur qui n'a pas été remis en cause, même si la volonté de les appliquer n'a pas été aussi intense que nous l'aurions souhaité.

Et ce n'est pas la pâle tentative de relance de la participation qui pourra nous convaincre que d'autres voies sont possibles.

Mais un dialogue renouvelé au sein de l'entreprise ne serait rien s'il ne débouchait sur la responsabilité accrue des salariés.

Nous proposons de renforcer la démocratie dans l'entreprise en instituant une représentation des salariés aux conseils d'administration des entreprises de plus de 500 personnes.

Nous proposons aussi d'élargir le droit à l'information et les possibilités de contrôle des décisions, dès lors qu'une opération d'envergure met en jeu l'avenir de l'entreprise. Face à un capitalisme qui privilégie le financier sur l'industriel, qui joue l'OPA de préférence à l'innovation, comment pourrions-nous laisser les travailleurs démunis, démunis d'information, démunis des moyens de contrôle, démunis au moment des choix décisifs?

Oui, Mesdames Messieurs, la gauche a voulu réhabiliter l'entreprise aux yeux de la Nation.

Elle y a largement réussi. Qui le contesterait ?

Mais ce que nous avons entendu réhabiliter, c'est l'entreprise dans sa globalité, comme unité de production. Et non le seul pouvoir patronal que nous respectons, mais dont nous considérons qu'il n'est pas l'unique légitimité de l'entreprise.

Quand la droite vous dit : l'entreprise, entendez : le patronat.

Quand la gauche vous dit : l'entreprise, entendez : la communauté de travail, tout ensemble dirigeants et salariés, cadres et ouvriers.

Gardez cela en mémoire lorsque l'on vous parle du débat sur les charges pesant sur

l'entreprise.

J'ai entendu dimanche dernier le Premier ministre jongler, comme à son habitude, avec les chiffres pour tenter de prouver l'invraisemblable.

Contrairement à ses affirmations, nous avons engagé la diminution des charges pesant sur les entreprises. Un rapport récent de l'IPECODE (Institut de prévision du CNPF) en témoigne. Les charges salariales sont moins élevées en France qu'en R.F.A.

Il faut certes poursuivre dans cette voie de la limitation des charges pesant sur les entreprises, mais cette politique si elle est nécessaire resterait insuffisante. Produire mieux, c'est de notre point de vue :

- Favoriser l'investissement. Nous, nous faisons la distinction fiscale entre le profit distribué aux actionnaires et celui réinvesti dans l'entreprise.

- Utiliser pleinement les équipements. Nous, nous sommes favorables à l'aménagement-réduction du temps de travail. Un exemple récent dans la métallurgie allemande devrait nous inspirer.

- Augmenter le niveau de qualification et de formation. Nous, nous ne nous contentons pas de mots, nous avons concrètement amélioré le dispositif légal.

- Donner à chacun la pleine responsabilité de sa tâche. Nous nous préconisons, dans la ligne des lois Auroux, un enrichissement du travail comme source d'une plus grande compétitivité de l'entreprise?

En traçant ces thèmes, j'ai aussi tracé le cadre d'un nécessaire dialogue social.

Un cadre qui, bien évidemment ne peut faire abstraction des problèmes de pouvoir d'achat. Mais qui ne comprend que celui-ci soit pour partie au moins, lié à la performance de l'économie et la vitalité de l'entreprise.

Oui, rétablir dans ces domaines un vrai dialogue social, c'est une des conditions d'un retour aux sentiers de croissance.

Nous avons pour cela besoin de partenaires sociaux forts. L'action syndicale est une des

dimensions décisives de la démocratie économique.

Nous avons besoin de syndicats forts, partenaires indispensables à tout gouvernement, mais tout particulièrement à un gouvernement de gauche.

Comment ne pas souligner qu'il a fallu attendre le mois de décembre 1986, avant que Jacques CHIRAC ne rencontre les partenaires sociaux.

Comment ne pas noter qu'aucune négociation d'envergure avec les syndicats n'a été menée ces deux dernières années.

Comment ne pas regretter cette option qui paraît dominante à droite aujourd'hui et qui pousse à retenir le niveau de l'entreprise comme niveau privilégié de négociation avec les syndicats.

Je dis qu'il faut trouver un équilibre entre la branche et l'entreprise, faute de quoi nous irions vers une société duale: Le monde de la grande entreprise relativement protégé; celui de la PME systématiquement menacé.

Nous, nous voulons rétablir le dialogue social au niveau le plus souhaitable pour l'intérêt des travailleurs. Et dans certains cas, ce niveau n'est même plus le niveau national. Nous préconisons la création d'un socle social européen qui serve de base à l'harmonisation et permette d'accélérer le processus de négociation de conventions collectives au niveau européen.

A cette citoyenneté dans l'entreprise, doit répondre, bien évidemment, une citoyenneté dans la cité.

Bon gré, mal gré, la droite a accepté cette décentralisation que, par manque de conviction et de courage, elle n'avait pas su réaliser.

Elle l'a acceptée parce que la réforme était incontestable. Mais elle n'a pas résisté à la tentation de la grignoter. Les villes se sont vues limiter leur possibilité d'intervention économique. Les petites communes se sont vues rétablir une certaine tutelle financière. Et surtout le grand rendez-vous de la fonction publique territoriale a été manqué.

Bref, depuis deux ans, sous couvert de la pause c'est toute la dynamique de la

décentralisation qui a été ralentie.

Faut-il en déduire que la droite a une conception réduite du rôle des élus ?

Faut-il en déduire que la droite a peur des libertés locales ?

Mais quel contre-sens ! Les élus ne sont plus seulement des gestionnaires avisés, ils ne sont plus seulement des bâtisseurs d'équipements. Ils sont les véritables architectes de l'avenir.

Foin de ces attaques répétées de la droite comme la soi disant étatisation de la gauche.

Foin de ces mauvais procès sur le trop d'Etat.

Foin de ces affirmations gratuites sur les prétendus bienfaits du libéralisme.

En réalité, la gauche a procédé à la vraie réforme de l'Etat. C'est la décentralisation.

Oui, les élus sont aujourd'hui les véritables architectes de l'avenir.

On attend d'eux désormais qu'ils inventent, qu'ils mobilisent, qu'ils suscitent des initiatives. L'innovation est au coeur de leur action. Ils sont les acteurs essentiels du changement social.

Telle est la leçon que nous pouvons tirer de 22 assises régionales tenues depuis 6 mois par la F.N.E.S.R.

10.000 élus au service du développement local. Tel est l'esprit du grand rassemblement du Bourget, en présence de 10.000 élus.

10.000 élus au service d'un projet de société.

La ville et le village sont l'anticipation de notre avenir. En eux se dessinent les choix de société. En eux se trouvent les réponses pour le futur.

Oui, la décentralisation a été la réponse à de multiples problèmes. Oui, nous souhaitons la prolonger. Demain, il nous faudra faire voter une grande loi d'aménagement du territoire, instituant les grands principes de la solidarité nationale et de la coopération européenne.

Demain, il nous faudra légiférer sur le statut des élus et la fonction publique territoriale.

Demain comme hier, notre volonté sera d'associer au statut d'élus local, celui de l'élus social et de l'élus associatif.

Oui, demain nous poursuivrons ensemble la grande aventure de la décentralisation.

*
* *
*

Cela, mesdames et messieurs, nous ne pouvons le réaliser qu'en investissant sur l'intelligence. On tient souvent un discours dramatisé sur l'Education Nationale. C'est à tort : nous avons un système éducatif perfectionné, composé d'hommes et de femmes de haut niveau, dispensant un enseignement de bonne qualité pédagogique.

Mais, c'est un système trop fondé sur la sélection, la recherche d'une élite.

Le rapport ANDRIEU a mis l'accent sur le coût des sorties du système éducatif sans diplôme ni formation.

La première dimension du défi de l'intelligence c'est d'éviter le gaspillage. La Nation a besoin de tous ses enfants.

A ce système de sélection par l'échec, nous voulons substituer un système qui assurerait à chacun une formation lui permettant d'exercer une véritable profession. Ceci suppose de réussir trois enjeux :

1) diversifier les filières d'excellence
Il n'est pas logique par exemple que dans une société à forte intensité technique, l'enseignement technologique reste le parent pauvre de notre système éducatif. Il faut cesser de hiérarchiser les enseignements et de considérer que n'entrant dans l'enseignement technologique que ceux qui auraient échoué ailleurs. Il faut aussi introduire la culture technologique dans l'enseignement général.

2) relever le niveau général des formations.

La complexité, non seulement des techniques, mais de toute l'organisation sociale implique que le niveau de formation soit rehaussé. De là l'objectif d'amener 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat d'ici à la fin du siècle. C'est déjà la situation au Japon et

cela induirait une nouvelle physiologie de l'enseignement supérieur : Car 950.000 étudiants en France ce n'est pas assez. Cela fait 26% de jeunes entre 20 et 24 ans, contre 57% aux USA, 37% en Suède et 30% au Japon.

3) Poursuivre des actions de modernisation engagées de 1981 à 1986. Il faut redonner l'inspiration qui a été celle d'Alain SAVARY et Jean-Pierre CHEVENEMENT :

- généraliser la pré-scolarisation en maternelle dès l'âge de 3 ans
- élémentaire : mener une action offensive de soutien et de réduction des retards scolaires. Revenir sur le statut des maîtres directeurs. Créer de nouvelles zones d'éducation prioritaire.
- Poursuivre et approfondir la rénovation des collèges
- Créer un nombre suffisant de lycées.

Je veux enfin, ici à Toulon, vous parler de l'insécurité. Je sais combien ce problème est ici d'actualité.

A la suite de Gaston DEFFERRE qui avait augmenté les effectifs de la police et engagé les actions de formation de ses personnels, Pierre JOXE a par la loi de programmation de la police engagé l'action la plus ambitieuse jamais imaginée de renforcement des effectifs et des moyens de la police nationale et de promotion de ses fonctionnaires.

Je sais quelles qualités de ténacité et d'intelligence il a fallu à nos gouvernements pour sortir de la gangue des habitudes, de l'enchevêtrement et des complexités administratives et définir les priorités et le calendrier d'une loi qui a permis de donner une vision de moyen terme à ce département ministériel.

Comment cette vision prospective qui est la règle en matière de défense, ne le serait-elle pas quand il s'agit de se battre contre la criminalité qui mine de l'intérieur notre société.

Dans ce domaine, la fanfaronade qui est aujourd'hui trop souvent la règle, s'exclue d'elle-même.

Face au crime et au terrorisme, c'est une action impitoyable, mais suivie, qui s'impose.

La droite coutumière des captations

d'héritages veut dans ce domaine, comme dans celui de l'économie, s'approprier des résultats des politiques que nous avons engagées et qui ont continué à porter leurs fruits.

C'est en 1985 que le taux de criminalité a commencé à s'inverser. Le résultat s'est concrétisé en 1986 et je ne suis pas tout à fait sûr que l'utilisation des forces, avec une volonté très démonstrative, soit le moyen le plus efficace de prolonger ces résultats.

Quand une arrestation a lieu, quand une affaire de sang se dénoue rapidement, nous

réjouissons. Nous félicitons les forces de l'ordre, comme nous le faisions, lorsque nous avions la responsabilité du pouvoir. En faisant cela nous nous adressons à la même police, aux mêmes hommes. Mais nous nous disons que s'il y a un peu plus d'efficacité aujourd'hui, c'est bien grâce aux moyens nouveaux apportés par la loi de programmation de la police.

Mesdames, Messieurs, ce problème de la délinquance, du crime, du terrorisme, et plus largement l'opinion que s'en font les Français, l'impression parfois excessive de menace que nous pouvons éprouver, c'est un peu le miroir de notre société.

Qui peut douter que la gauche ait toujours eu, comme c'est son devoir, la volonté de combattre le crime, de le punir, de le sanctionner. Elle l'a montré et tout autre propos serait un faux procès.

Nous avons toujours dit : on ne traite pas avec le terrorisme. On le combat. On le combat avec une impitoyable rigueur parce qu'il est fondé sur le mépris : mépris de l'homme, mépris des droits de l'homme, mépris des valeurs de civilisation.

Chaque jour, nous pensons à nos otages, nous pensons à ceux qui tombent sous les coups du terrorisme. Et nous condamnons cette absurde dictature du sectarisme, de l'aveuglement, des passions.

Nous avons à l'esprit cette phrase de CAMUS : "ils mettent au-dessus de la vie humaine une idée abstraite, même s'ils l'appellent histoire, à laquelle soumis d'avance, ils décideront, en plein arbitraire, de soumettre aussi les autres."

On ne traite pas avec le terrorisme, quel que soit son origine. Et je veux ici renouveler notre condamnation de l'inadmissible attentat dont a

été victime Madame SEPTEMBER, représentante de l'A.N.C. à Paris. Je suis allé ce matin, au nom du parti socialiste, m'incliner devant sa dépouille mortelle.

Face au crime et face au terrorisme, tous les moyens doivent être mis en oeuvre et c'est bien le sens de notre politique visant à doter nos forces de police de moyens dont ils n'avaient jamais disposé, y compris dans le domaine si délicat de la police scientifique.

Mais, réprimer ne suffit pas. Il faut prévenir, s'attaquer aux causes.

Ni la répression seule, ni la prévention seule.

Nous avons trouvé un équilibre entre ces deux dimensions, notamment grâce à l'action de la commission présidée par Gilbert BONNEMAISON, action que je tiens à saluer ici.

J'ai dit, tout-à-l'heure que les problèmes de sécurité, nous engagent à un regard sur la société.

Cette fin du XXème siècle est trop souvent celle de la violence, et même de la violence qui s'accomplit sous nos yeux par la voie de la télévision.

Quand nous voyons le lynchage de soldats britanniques en Irlande du Nord, quand nous assistons à ces dramatiques combats du Moyen-Orient, quand d'atroces images de cadavres gazés nous arrivent d'Irak, comment ne pas songer que le grand défi de la fin du siècle, c'est ce combat contre l'intolérance, toutes les formes d'intolérance.

C'est ce combat pour que les impulsions les plus primitives ne cohabitent pas dans notre société avec la technologie la plus évoluée.

Et comment ne pas comprendre que l'une des missions de la France est, dans le jeu quotidien de sa démocratie de donner l'exemple du dialogue et du respect d'autrui.

C'est cela aussi l'enjeu du 8 mai 1988.

L'enjeu de notre victoire.

L'enjeu de la victoire de millions de Français qui se retrouveront, dès le premier tour sur le nom de François MITTERRAND.

Oui, voici que s'ouvre la dernière ligne droite. Il nous reste 15 jours pour expliquer et mobiliser.

Oui, voici que s'ouvre la dernière ligne droite avant la victoire du 8 mai. Il nous reste un mois pour convaincre et rassembler.

Var Nation

10 Avril 88

Le journal du Var

Pierre Mauroy à l'opéra de Toulon comme un vrai ténor

Embouteillage dans le foyer de l'Opéra : Pierre Mauroy a choisi d'arriver par la salle. Il attend le moment de faire son entrée, entouré de ses soldats de campagne et d'amis qui chuchotent comme des gamins en train de comploter.

Enfin, la musique retentit et il avance, martial, dans la travée.

Sous les applaudissements, Pierre Mauroy serre quelques mains et va au premier rang saluer un vieux lion, Edouard Soldani, qui a tenu à venir manifester son soutien à François Mitterrand.

Costume passe-partout et décor simple : la gauche a fait dans la sobriété. Après s'être associé à la minute de silence pour Dulcie September, demandée par l'orateur qui l'a précédé (Jean Richard, président du Comité de soutien départemental), Pierre Mauroy remercie ceux qui sont présents.

Il ratisse large : « Socialistes, communistes, P.S.U. et tous ceux qui se sentent concernés par la gauche » et rappelle que François Mitterrand est le symbole d'un grand rassembleur. Il parle un langage simple, dépouillé de tout effet de style, parfois ironique, presque cynique. Il assassine Barre : « La droite a commencé la campagne avec



*L'accolade à Edouard Soldani, ancien président du Conseil général.
(Photo J. DUCORD.)*

un livre de La Fontaine sous le bras, un lièvre et une tortue mais la tortue est partie trop lentement ».

Il épingle, chaque fois que possible, Chirac : « Il est trop organisé et il a trop d'argent. C'est bien qu'avec autant d'argent on ne puisse pas devenir président de la République française ».

Après une plongée dans l'histoire (en classant dans la foulée de Gaulle à gauche), il évoque les points forts du septennat. L'ancien Premier ministre se targue d'avoir appliqué 90 des 100 propositions de

Mitterrand. Puis il en vient à l'avenir, annonce peu de réformes, « mais un approfondissement de celles que nous avons faites » et une volonté accrue de désarmement.

Un appel du pied aux femmes : « Vous êtes plus à gauche que les hommes ». Et il termine. Il ne s'est pas étendu sur le programme. Après tout, il est en vente (20 F) à l'entrée. Mais il a tenu une heure. Sans filet, sans notes, sans reprendre sa respiration : comme un vrai ténor.

G.B.